

RAPPORT MORAL 2005-2006

Depuis plusieurs années l'Education est, de façon constante, au cœur des débats sur l'avenir de notre société, fidèle en cela, à tous les grands moments de l'histoire de notre pays. De l'école laïque du début du 19^{ème}, à l'École pour tous du Conseil National de la Résistance, au collège unique des années 80 qui ouvrit les portes à la massification du système éducatif, aujourd'hui le débat sur l'orientation du système éducatif porte sur la poursuite en profondeur de la démocratisation du système, ou sa remise en cause et son orientation vers un assujettissement au monde économique libéral.

Ainsi les débats des années 1990 et 2000 sur l'évolution de l'école ont toujours fait l'objet d'engagements passionnés. Ces débats ont pris depuis 2002 avec les ministres Ferry, Fillon et De Robien un virage sociétal car les orientations gouvernementales, qui ne se limitent pas au champ éducatif, ont mis en difficulté les bases d'une école démocratique faisant de la réussite de tous les élèves, pour un épanouissement social et professionnel, le contrat avec l'ensemble de la société.

L'école est redevenue un enjeu de société majeur.

Et il est clair que pour nous, parents d'élèves FCPE dans le Val d'Oise, toute notre activité doit être guidée par la volonté d'agir avec tous les partenaires membres de la communauté éducative pour permettre à tous les enfants de réussir leur scolarité car cette réussite est devenue incontournable pour leur avenir.

Cet engagement au quotidien nous fait mesurer chaque jour les obstacles qui nous restent à franchir pour atteindre nos objectifs.

Ainsi, nous agissons pour l'amélioration de la formation des jeunes, pour une gratuité scolaire véritable permettant à tous d'accéder aux études, pour le développement des conditions de la réussite de tous, pour une ouverture à toutes les formes de culture, pour une vraie formation professionnelle qualifiante, pour la défense de l'égalité et de la mixité sociale, pour le développement de l'esprit critique. Autant de sujets qui demandent de vrais moyens tant dans l'école qu'en dehors de l'école. Investissements que la logique de rationalisation des moyens, les restrictions budgétaires et l'ouverture grandissante du marché scolaire au privé, remettent en cause au quotidien.

Pour nous, parents FCPE, notre axe principal d'action est celui de la promotion d'une école publique démocratique, laïque et gratuite. Avec nos partenaires, nous le disons clairement, l'éducation n'est ni une marchandise, ni un service comme les autres mais un droit qui doit être effectif pour tous.

Défendre ce droit c'est défendre des valeurs, un contenu, des garanties et lui apporter toujours des améliorations. Et naturellement cela passe aussi par l'obtention des moyens budgétaires adéquats.

L'école publique, de la maternelle à l'enseignement supérieur, doit être constamment améliorée afin de s'adapter aux enjeux du présent et de l'avenir. Sa démocratisation demande tout particulièrement de faire des efforts conceptuels immenses pour que l'école ne subisse pas quelques aménagements de plus mais qu'elle porte elle même le vaste chantier nécessaire de transformation progressiste dont la société a besoin.

Le niveau d'études recherché doit être ambitieux, et son ambition doit tirer chaque élève. Son contenu doit être la somme de tous les savoirs, actualisés et mis en musique, par des pédagogies humanistes au service de chacun.

A l'heure où la société libérale fait de la flexibilité son credo et son pater, nous ne voulons pas que l'école forme des individus « adaptables » ou « employables » mais qu'elle permette à nos enfants de devenir des citoyens impliqués dans l'évolution d'une société dont ils seront les auteurs et les acteurs. Une société plus humaine, plus juste, plus solidaire, plus démocratique.

Nos enfants, les futurs citoyens d'une société en mouvement

La société change et cette évolution se fait avec nos enfants qui la subissent et l'accompagnent.

C'est aussi lourd de conséquences sur les comportements individuels et collectifs qui nourrissent les rapports entre les individus.

Tout évolue, le rapport à l'autre, à la famille, au temps, au travail, à la culture, à la consommation, à la santé, au sexe, à l'argent, à la vie, à la violence, à l'autorité, aux médias, à l'engagement social...

Dans ce contexte, la pression exercée sur les modes de vie par les exigences économiques influent profondément sur l'ensemble des rapports dans la société. Ainsi, précarité et flexibilité, pourtant très fortement contestées dans l'action contre le CPE, sont devenues des réalités redoutables auxquelles se confrontent nos enfants dans la construction de leur projet de vie.

La pression économique de la mondialisation constitue elle-même un enjeu qui, loin d'être vécue comme une ouverture aux cultures des autres, une ouverture au monde, est subie et crainte pour ses logiques d'exploitation et de mise en concurrence.

Cela n'est pas sans influence sur la scolarité, sur les choix des études, des filières, des options par les familles, par nos enfants eux-mêmes. Ce n'est évidemment pas non plus sans effet sur les choix institutionnels et sur la rationalisation des moyens dont le ministère fait sa loi.

L'école doit repenser tous ses rapports à la société car elle doit faire face à l'évolution de celle-ci et de ses individus.

C'est dans ce cadre que l'école devrait réfléchir à de nouvelles conceptions éducatives prenant mieux en compte le travail collectif, la réflexion critique, la relation à l'environnement et plutôt que de s'enfermer dans une citadelle de savoirs, chercher à s'ouvrir aux savoirs des autres, aux connaissances nouvelles, aux pratiques innovantes permettant d'associer les enseignants eux-mêmes et leurs parents aux missions et aux objectifs de l'enseignement public.

Dans le cadre intime ou élargi de la famille, les parents sont tout autant confrontés à cette évolution et inquiets quant à leur capacité, à celle de l'école, d'apporter à leur enfant la sécurisation dont leur avenir a besoin.

De ce fait leur exigence de résultat se fait plus pressante et est détournée par l'industrie privée de l'enseignement pour mieux asseoir son marché et son influence. C'est pourquoi, si l'immense majorité des familles continue à faire confiance à l'école publique, la pression économique, la mise en concurrence de tous les pans de la société, et l'importance de la réussite scolaire pour la réussite professionnelle et sociale, amènent parfois des tensions nouvelles.

L'école est parfois vécue comme le lieu de toutes les injustices et la place de l'école dans les émeutes de novembre dernier en est aussi la démonstration. L'interpénétration entre l'enseignement et l'éducation, bousculée par la crise des valeurs et la perte de points de repères, devrait inciter tous les membres de la communauté éducative à favoriser l'émergence de relations partenariales basées sur le respect et les objectifs poursuivis. La place des parents dans un tel dispositif ne peut plus être à la marge ; il est central, car les parents sont le lien incontournable entre l'institution scolaire, les collectivités territoriales et l'ensemble des dispositifs péri scolaires qui ont été développés ces dernières années.

Repenser la place des parents dans le système éducatif est une exigence pour développer le caractère démocratique de l'École. Mais cela doit déjà passer par une rupture véritable avec la logique actuelle de culpabilisation et de pénalisation des parents en difficulté.

La notion de contrat de responsabilisation tendant à faire porter aux enfants dès la primaire et à leurs parents la responsabilité de l'échec est inacceptable. D'un côté on réduit les budgets éducatifs et sociaux ainsi que les outils éducatifs, et de l'autre on demande aux familles les plus fragiles (ce qui ne veut pas toujours dire les plus pauvres économiquement) d'en assumer les conséquences et d'en accepter la paternité.

Dans ce contexte, notre exigence de voir enfin émerger un statut de parents élus est plus que jamais d'actualité tant il doit signifier le rôle novateur que l'école doit faire jouer aux parents en leur reconnaissant des atouts et des droits, mais aussi en leur permettant des aménagements professionnels et familiaux leur permettant d'entrer de plein pied dans le monde scolaire.

Notre participation au cursus de formation des enseignants devrait être systématisée afin que dès cette étape, les parents soient vécus comme de réels partenaires et non des adversaires. De même il serait bon de construire des modules de formations communes permettant à l'ensemble des membres de la communauté éducative de construire un référentiel commun.

Mais l'enjeu essentiel du moment est bien de passer de la massification à la démocratisation du système éducatif.

De l'école maternelle à l'université, l'école doit se donner pour ambition d'accueillir et de faire réussir tous les élèves.

Pourtant nous constatons tous les jours que des écarts se creusent entre les élèves, entre les « bons » et les « mauvais » élèves, entre secteurs, entre familles. L'idée même d'accès de tous aux études semble remise en cause et perdre du terrain. Certains n'ont-ils pas dernièrement entonné les accents du populisme pour nous ressortir le vieux refrain sur les dons ? Ou reparlé de ces talents ouvrant le chemin prédéfini de la vie qui, telle l'intelligence de la main, conduirait assurément certains vers les métiers manuels alors que d'autres, portant le gène de l'intelligence des affaires, continueraient à diriger les entreprises et les rênes de l'Etat.

Comment ne pas comprendre alors que l'on demande à l'école de maintenir une cohésion sociale que les politiques gouvernementales qui se sont succédées depuis 20 ans ont fait échouer, que l'école ne puisse réussir seule cette démocratisation affichée ?

Les pressions sociales sont fortes et contradictoires. Et l'école reste confrontée aux inégalités sociales et à l'organisation actuelle du travail. Aujourd'hui l'exigence de formation se renforce dans toutes les catégories sociales et notamment dans les familles populaires.

Pourtant le niveau des connaissances et des qualifications continue de croître et avec lui les aspirations à une vie différente.

Cependant la démocratisation du système éducatif semble avoir atteint un palier et la permanence d'un fort taux d'échec scolaire est là pour le démontrer.

Pour avancer sur les voies de la démocratisation il est grandement temps de repenser les objectifs et les moyens des différents outils de la scolarisation, de la maternelle à l'université.

Remises en cause sans jamais avoir été pleinement appliquées, il nous faut réaffirmer certaines bases fondamentales sans lesquelles la voie sera largement ouverte vers la sortie de l'école publique :

La scolarisation dès l'école maternelle, la prise en compte individuelle de chaque élève en primaire, le travail effectif en équipe pluridisciplinaire pour les enseignants, le travail collectif des élèves et leur mise en situation de recherche, l'hétérogénéité des classes et le soutien scolaire intégré notamment.

Des études récentes montrent une fois de plus l'importance de la taille des effectifs des classes pour diminuer par le haut l'écart persistant entre les secteurs en difficulté et les autres.

Mais c'est aussi, dans le collège, un ensemble de moyens aidant à la définition de l'orientation au soutien individualisé et à l'amélioration des pratiques d'enseignement. Autant de sujets déjà largement identifiés qui permettraient d'apporter la qualité et la réussite que les familles recherchent pour leurs enfants et que trop souvent par défaut elles vont chercher dans le privé.

Et c'est encore la taille des établissements, la limitation des effectifs, l'intégration des moyens périscolaires dans les moyens de l'école.

La diversification des voies d'enseignement traduit bien trop souvent une démarche de statu quo faisant perdurer le schéma des inégalités sociales pour mieux préparer des insertions sociales hiérarchisées. Cela n'est pas acceptable.

Des réformes importantes doivent être menées dans l'intérêt des élèves et de la vie en société. Ces réformes ne doivent pas se faire par la réduction des heures d'enseignement, la réduction ou la suppression des dédoublements ou des options. Nous voyons hélas qu'aujourd'hui ce sont ces mesures là, conjuguant logiques d'échecs et réductions budgétaires qui sont menées.

Nous appelons donc tous les parents à renforcer le dialogue et l'action avec les enseignants et les membres de l'administration dont les intérêts sont grandement convergents ;

Nous appelons les élus locaux à refuser ces logiques dévastatrices qui faute d'une école de la réussite et du bien vivre ensemble feront à terme de leurs territoires des zones de relégation et de médiation permanente de conflits.

Nous vous proposons quelques axes forts pour structurer nos actions départementales.

Dans le Val d'Oise la situation aggravée de l'EN mérite qu'enfin l'Académie, le ministère aient le courage d'affronter la réalité. De véritables mesures d'urgence s'imposent. Nous sommes en train de laisser passer la chance historique due aux baisses d'effectifs pour mettre au niveau les établissements et les moyens ...et les résultats.

1) Nous réclamons la mise en place d'Etats Généraux de l'Education dans le Val d'Oise.

Notre action partenariale au sein du collectif « Réussir à l'école dans le Val d'Oise » témoigne de notre volonté d'agir de façon constructive sur ce sujet.

Mais dès maintenant des mesures sont à prendre.

2) Il faut poursuivre la baisse des effectifs dans les établissements secondaires, l'accompagner en améliorant les conditions matérielles d'étude et en poursuivant la construction de nouveaux collèges.

3) Et agir pour la construction de nouveaux lycées d'enseignement général et professionnel afin d'anticiper sur la hausse prévisible des effectifs due à la densification urbaine attendue du Val d'Oise pour les prochaines années.

4) Agir également pour une véritable politique sociale départementale par la mise en place du quotient familial permettant aux collégiens d'avoir accès à la restauration scolaire.

Mais aussi des secteurs et actions dans lesquels la place de la FCPE doit être plus grande, plus résolue, et notre rôle plus efficient.

L'Ecole maternelle

Son rôle fondamental dans les apprentissages et la socialisation à beau être très largement reconnu, de lourdes craintes continuent de grandir sur la pérennisation et la volonté d'amélioration du système. Ainsi la loi d'orientation, ainsi la façon de pointer les dysfonctionnements constatés de çà de là sans y apporter de solution. Et aussi le manque évident de moyens locaux pour créer les conditions matérielles pour un accueil optimum des moins de trois ans. Aujourd'hui l'heure est à la fusion des écoles maternelles et élémentaires. Sous prétexte de continuité éducative on tend à mettre en place des « établissements d'enseignement élémentaire public » qui en fait poursuivent la même volonté de rationalisation des moyens. Il nous faut être vigilants tant sur le dossier des moyens que sur celui tout aussi fondamental de la spécificité d'enseignement de l'école maternelle. La remise en cause de la notion d'apprentissage dès le plus jeune âge, serait bien sûr la porte ouverte aux garderies d'enfants et à la notion de service public ; ce serait surtout une régression phénoménale en matière éducative.

Des absences non remplacées

Je veux parler de l'insuffisance d'enseignants remplaçants qui devient de plus en plus criante. Des actions sont à développer pour une riposte collective coordonnée à la hauteur des difficultés que nous rencontrons dans tous les établissements du 1^{er} et du 2nd degré. Les politiques de recrutement favorisant la précarisation des enseignants n'ont qu'un seul objectif, la flexibilité du système pour faire face aux adaptations induites par la variable des effectifs. Le résultat d'une telle politique est aujourd'hui flagrant. L'instabilité du corps enseignant est source de difficultés pour l'ensemble des missions et en particulier lorsqu'il s'agit d'assurer les nécessaires remplacements. Nous n'avons cessé de dénoncer cette situation qui compromet la mise en œuvre des missions du service public d'éducation, qui ne permet pas l'enseignement des programmes dans leur intégralité et met nos enfants en situation d'inégalité face aux examens.

L'apprentissage des langues

Qui peut nous dire où est la cohérence en cette matière entre la mise en place d'un dispositif volontariste de classes bilingues dont la mise en œuvre ne correspond pas aux objectifs, une initiation en élémentaire portée au gré de la volonté et des compétences des individus, et une loi d'orientation qui en fait un enseignement de qualité pour certains et minimal pour les autres. Obtenir de vraies conditions d'enseignement des langues en prise avec l'ouverture au monde reste encore un enjeu qui mérite que les parents interviennent dans le débat

L'orientation

La loi d'orientation accélère un processus vers une prédétermination de l'orientation professionnelle comme si le seul avenir de l'enseignement était professionnel. Nous sommes pour une meilleure liaison entre l'école et les entreprises parce que nous pensons que les élèves d'aujourd'hui, acteurs économiques de demain, peuvent beaucoup apprendre de l'ensemble des composantes du monde du travail. Pourtant cela ne peut se faire en inféodant l'enseignement aux décisions à court et moyen terme du monde économique, au risque de réduire l'ambition humaine, sociale et y compris professionnelle des projets d'établissement et des individus. C'est malheureusement ce qui est à l'ordre du jour avec l'apprentissage à 14 ans et le travail de nuit dès 15 ans.

Education ou répression

Nous en avons largement parlé l'an passé mais il convient de constater que malheureusement ce sujet risque d'être sous les feux de l'actualité pendant plusieurs années si les parents et au delà d'eux tous les citoyens attachés au couple Education/Démocratie n'interviennent pas plus vivement dans ce débat

Ainsi nous avons dénoncé l'an passé les sanctions disproportionnées contre les jeunes blogueurs et exigé que des mesures éducatives prennent le pas sur les mesures répressives. Nous constatons aujourd'hui la tendance à la répression et à l'utilisation systématisée du Conseil de Discipline pour régler les carences d'un système en panne. Plus on diminuera les moyens d'enseignement (heures de cours dédoublées, médiations, vie scolaire, ...), plus on régressera dans les conditions d'enseignement (effectifs en hausse par classe, salles inadaptées, projets à la baisse,...) plus les relations élèves/enseignants se dégraderont. Les procédures disciplinaires doivent être revues avec des moyens éducatifs en hausse, et les mesures d'exclusion repensées. En tout état de cause aucun élève ne devrait être exclu sans que l'administration scolaire n'ait réglé préalablement avec la famille son affectation et son projet éducatif.

Le concept de contrat de responsabilité parentale est malheureusement issu de la même veine. Nous ne l'acceptons pas car les parents, comme tout un chacun dans cette société sont des êtres responsables, parfois démunis mais ayant toujours à cœur de défendre l'avenir de leurs enfants. Et si de quelques exceptions nous devons faire une règle alors, il est quelques institutions qui ayant fait l'actualité de ces derniers temps devraient éviter d'employer les termes d'éducation, de responsabilité, de justice et de respect de la loi.

Réseau d'éducation sans frontière

La FCPE 95 est fière de faire partie des membres fondateurs du collectif départemental membre du Réseau d'Education Sans Frontières qui agit sur tout le territoire pour que les droits à l'éducation des enfants sans papiers scolarisés dans nos écoles et que M. Sarkozy tente par tous les moyens d'expulser de notre territoire avec leurs familles.

Il s'agit d'agir pour tirer ces jeunes de la situation qui pourrait leur vie. Agir pour les élèves concernés eux-mêmes, déjà souvent malmenés par des existences chaotiques : exilés, ayant parfois perdu un de leurs parents et traversé nombre d'épreuves. Il ne faut pas ajouter aux tragédies que sont les biographies de certains d'entre eux l'angoisse d'être expulsés d'un pays où ils avaient cru trouver un refuge.

Mais agir aussi pour faire la démonstration aux yeux de nos élèves et de nos enfants, que les discours sur les « valeurs » ne sont pas des mots creux. Il est du devoir de tous ceux qui ont une mission éducative, à commencer par les personnels de l'Education et les parents, de montrer à la jeune génération qu'on dit sans repères, que la justice, l'altruisme, la solidarité, le dévouement à une cause commune ne sont pas des mots vides de sens. Et que certains adultes savent faire ce qu'il faut quand des jeunes sont victimes d'injustice ou plongés dans des situations intolérables.

Une pétition intitulée « Nous les prenons sous notre protection » circule et nous vous invitons à la signer et à la faire signer, mais aussi à faire savoir autour de vous que la pire des attitudes est l'indifférence où l'ignorance. Il faut que les personnes concernées sachent que des parents, des enseignants, des citoyens sont prêts à se mobiliser avec eux, il faut que les pouvoirs publics sachent que nous ne laisserons pas se développer une atteinte aux droits de l'homme de plus.

Ecole et Handicaps

La nouvelle loi sur les personnes handicapées crée de nombreuses modifications dans les structures existantes. L'une d'elles est la création d'une Maison départementale du Handicap » regroupant tous les services. Comme toujours lorsqu'une modification structurelle intervient nous avons manifesté notre volonté de participer de plein pied, dans la limite de nos moyens mais aussi avec beaucoup d'ambition, à son développement. Des questions se posent déjà quant à ses moyens et ses liens de proximité pour répondre aux besoins des familles. L'une des missions importantes que le prochain CA aura à développer sera bien de veiller de veiller à ce que les droits à l'école et à l'égalité soient bien respectés par le système mis en place.

Solidarité nationale

La mise en place des dispositifs de réussite éducative à la rentrée 2005/2006 a fait beaucoup de bruit. Les effets d'annonce ont été nombreux. Mais où en est-on réellement ? Dans quel territoire du département a-t-on mis en œuvre des outils opérationnels et quels en sont les premiers résultats ? Difficile, très difficile de le dire. Et c'est bien pour cela que nous avons demandé aux parents d'élèves d'entrer de plein pied dans les Conseils Consultatifs de Réussite Éducative, car c'est la meilleure façon de voir la réalité de l'opération.

L'objectif énoncé par le Ministère de la Cohésion Sociale, est de cibler parmi les élèves en difficulté ceux qui le sont plus que les autres pour les amener à un niveau acceptable socialement. Pour cela les moyens seront concentrés sur l'accompagnement psychologique et les tutorats familiaux.

Le moins que l'on puisse dire c'est que des mesures de suivi individualisé, certes très insuffisantes, sont néanmoins nécessaires. Mais pour les mettre en place les institutions, avancent sur un chemin difficile à la vitesse de la limace, attendant de surcroît les trains électoraux de 2007 et 2008.

Faute de se doter d'une institution scolaire démocratisée et renouée avec les moyens d'agir, l'Etat a préféré arroser quelque temps les communes, et les contraindre dans des objectifs étroits dont la mise en œuvre s'avère d'autant plus difficile que les interlocuteurs sont nombreux, divers et dépendants de multiples intermédiaires.

Ainsi la qualité de l'enseignement, l'amélioration des dispositifs RASED et les moyens sur le temps scolaire diminueront au profit du périscolaire qui sera déterminé par les choix municipaux et les ressources communales. C'est ce qui s'appelle jouer la cohésion sociale contre la solidarité nationale.

L'externalisation des moyens comme des problèmes ne règle rien dans l'Education Nationale et transfère sur les communes une charge qui sera au fil du temps, chaque année un peu plus lourde.

Demain il nous reviendra d'agir pour que l'intervention publique au service de l'éducation de la nation se maintienne au plus haut niveau possible. Mais n'oublions pas que ce niveau c'est à nous, en partenariat avec toute la communauté éducative, d'en déterminer le sens.

Pour conclure, il faut maintenant décider des orientations pour l'année à venir, je ne doute pas que les échanges seront nombreux et enrichissants.

Bon travail à tous....